

Accord collectif

LOGEMENT EN AGRICULTURE
(Côte d'Or, Nièvre, Yonne)

Accord du 29 avril 2019

relatif aux garanties concernant la protection de la santé

NOR : AGRS2097030M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles FRSEA de Bourgogne-Franche-Comté ;

Fédération régionale des coopératives d'utilisation de matériel agricole FRCUMA de Bourgogne-Franche-Comté ;

Fédération entrepreneurs des territoires EDT Bourgogne,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGA CFDT ;

Fédération CFTC de l'agriculture ;

FGTA FO ;

SNCEA CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent accord a pour objet de mettre en place, conformément à l'article 7 de l'accord de l'interbranche agricole du 14 mars 2017 relatif au logement en agriculture, et dans le cadre de la mise en application de l'article R. 716-16-1 du code rural et de la pêche maritime, issu du décret du 20 septembre 2016 relatif aux dérogations en matière d'hébergement collectif des travailleurs saisonniers agricoles, des mesures compensatoires garantissant la protection de la santé des salariés de l'entreprise, lorsque leurs conditions d'hébergement sont dérogatoires à celles prévues par les textes en vigueur.

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques à l'attention des entreprises de moins de cinquante (50) salariés dès lors que le présent accord vise à instaurer des mesures compensatoires dont doivent bénéficier les salariés entrant dans le champ du présent accord, et ce quel que soit l'effectif de l'entreprise.

Article 1^{er} | Champ d'application professionnel et territorial

Le présent accord est applicable aux exploitations et entreprises agricoles, quelles que soient leurs formes juridiques, de culture et d'élevage, spécialisées ou non, de quelques natures qu'elles soient, aux entreprises de travaux agricoles et ruraux, aux entreprises de travaux forestiers, ainsi qu'aux CUMA, à l'exception des centres de dressage et d'entraînement de chevaux, dont le siège, représenté par les bâtiments principaux d'exploitation, est situé sur le territoire des départements de la Côte-d'Or, de la Nièvre et de l'Yonne, même si les terrains de cultures s'étendent sur d'autres départements, et ceci où que soient domiciliés les employeurs et les salariés.

Article 2 | Mesures compensatoires

Dans le cadre de conditions d'hébergement dérogatoires à celles prévues par les textes en vigueur en matière d'hébergement collectif des travailleurs saisonniers agricoles, des mesures compensatoires sont prévues :

1° Afin de compenser la réduction du nombre de m² dans les pièces destinées au sommeil, il convient d'améliorer les locaux de couchage :

- en prévoyant un point d'accès wifi, à condition que l'accès soit possible ;
- lorsque l'occupant dispose d'un volume de moins de 10 m³, en lui assurant un renouvellement de l'air à raison d'au moins 10 m³/heure par personne.

2° Afin de compenser l'augmentation du nombre d'occupants par pièce destinée au sommeil, il convient d'améliorer les services proposés :

- en prévoyant une bagagerie à la disposition des personnes hébergées pour stocker les valises vides durant les travaux ;
- en prévoyant la mise à disposition d'un lave-linge pour les personnes hébergées durant la période des travaux ;
- en prévoyant une pièce dédiée au séchage des vêtements ;
- en prévoyant un espace dédié au retour du travail (afin d'enlever les chaussants et vêtements sales).

3° Afin de compenser l'augmentation du ratio nombre de travailleurs/lavabo/douche/cabinet d'aisance et la réduction du nombre de m² par pièce destinée au réfectoire, il convient d'améliorer le confort des installations sanitaires et du réfectoire, ainsi que leurs accès :

- en garantissant une production d'eau chaude suffisante pour les douches ;
- en assurant l'entretien journalier des locaux sanitaires ;
- en prévoyant une plage d'une (1) heure minimum entre le retour du travail et le service du dîner.

Article 3 | Entrée en vigueur et durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent accord entrera en vigueur le premier jour du trimestre civil suivant la date de parution de son arrêté d'extension et, dans tous les cas, au plus tard, le 1^{er} juillet 2019.

Article 4 | Révision et dénonciation

Le présent accord pourra, à tout moment, être modifié ou dénoncé en respectant la procédure prévue respectivement par les articles L. 2222-5, L. 2222-6 et L. 2261-7 à L. 2261-13 du code du travail.

Conformément à l'article L. 2261-7 du code du travail, les parties signataires du présent accord ont la faculté de le modifier.

La demande de révision, qui peut intervenir à tout moment à l'initiative de l'une des parties signataires, doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception aux autres signataires.

L'ensemble des organisations syndicales de salariés et professionnelles agricoles se réunira alors dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cette demande, afin d'envisager l'éventuelle conclusion d'un avenant de révision.

Conformément à l'article L. 2261-9 du code du travail, les parties signataires du présent accord ont également la possibilité de le dénoncer moyennant un préavis de trois (3) mois.

La dénonciation par l'une des parties signataires doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception aux autres signataires et faire l'objet d'un dépôt conformément à l'article L. 2261-9 du code du travail.

L'ensemble des organisations syndicales de salariés et professionnelles agricoles se réunit alors dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la notification afin d'envisager l'éventuelle conclusion d'un accord de substitution à l'issue du délai de préavis de trois (3) mois.

L'accord dénoncé continue donc à produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur du nouvel accord qui lui est substitué ou, à défaut, pendant une durée d'un (1) an à compter de l'expiration du préavis de trois (3) mois.

Article 5 | Dépôt et extension

La partie la plus diligente des organisations signataires du présent avenant le notifie à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, un exemplaire du présent avenant sera déposé auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Une version sur support électronique est également communiquée à la DIRECCTE du lieu de signature de l'avenant.

Les parties conviennent de solliciter l'extension du présent avenant.

Fait à Pouilly-en-Auxois, le 29 avril 2019.

(Suivent les signatures.)